

# Pour avoir plus de pouvoir d'achat, il devient urgent d'augmenter le taux d'emploi

J'ai beaucoup aimé l'intervention de Philippe AURAIN directeur des Études Économiques de La Banque Postale, qui expliquait que pour sauver la France : « La mise à niveau du taux d'emploi constitue probablement la seule marge de manœuvre réaliste pour les finances publiques ».

C'est ce que je prône depuis de longues années, en sollicitant un maximum de décideurs, politiques, Économistes, instituts, managers, etc., sans apparemment d'écoute et de volonté suffisante pour passer de la parole aux actes. Et si la crise actuelle et les revendications poussaient nos gouvernants vers cette solution nécessaire pour remonter rapidement le niveau du pays ?

Modifier le système Éducatif pour booster le taux d'emploi

La France est le mauvais élève de l'Europe en ce qui concerne les taux d'emploi. Celui de la France est à 69,3 environ, soit 10 points inférieur à notre voisin d'outre Rhin qui est à 79% et pour les jeunes 18/24 ans, c'est bien pire : France 41,2%, Allemagne : 60,8%, idem pour les seniors : 54,2% pour 71,9% !

Les études telles qu'elles sont pratiquées en France sont-elles un frein à l'emploi, au niveau scolaire ? Il est certain qu'il y a baisse du niveau scolaire ; celui-ci est inférieur à la moyenne de l'OCDE et du classement PISA et même avant dernier au classement mathématique TIMSS. L'handicap majeur semble être un manque de professionnalisme (par exemple fermetures ou transformations des ENP (Ecoles Nationales Professionnelles) qui enseignaient tous les métiers métallurgiques et connexes. Heureusement l'accentuation des contrats en alternance, y compris au niveau plus élevé des études supérieures vont dans le bon sens. Il faut aussi diminuer le nombre de bacheliers dont certaines branches sont saturées et avec peu de débouchés productifs.

Malgré une forte hausse des contrats, le taux d'apprentis en CAP est encore en baisse à 20% (41% en 2018), alors que la Suisse a 69% de jeunes de 15/20 ans en alternance et que 86% des lycéens allemands sont en alternance !

Il est nécessaire d'adapter les formations aux besoins des métiers du futur qu'ils soient manuels ou plus intellectuels. Il est facile de constater actuellement la différence évidente entre l'offre et le niveau des potentiels des demandeurs d'emploi ! L'autre critique de non-concordance, le lieu d'embauche par rapport à l'offre mais aussi les niveaux élevés des aides en tous genres (dont RSA) qui n'incitent pas à la recherche d'emploi !

Pour augmenter le niveau des formations et les concordances avec les emplois futurs, la Suisse regroupe les élèves par niveau d'aptitude et l'orientation par la performance. L'excellence est la priorité ainsi que le soutien scolaire. Ce dernier pourrait bénéficier de plus de moyens, sauf pour les élèves les plus performants moins encadrés.

Il est nécessaire sur les savoirs fondamentaux de continuer à généraliser le doublement

de certaines classes sur la base de différence géographique.

Les Français ont un niveau en langue peu élevé, il serait important d'augmenter la capacité d'apprentissage des enfants en immersion tout en renforçant les connaissances de base.

Autre modification intéressante, ce serait de diminuer le passage dans des filières présentant peu de débouchés.

Autre point de friction, les salaires des seniors qui augmentent souvent par ancienneté et pas forcément par compétences. Ce sont les premiers licenciés en cas de difficultés de l'entreprise. Il serait bien de faire évoluer les aptitudes nécessaires à l'évolution de l'entreprise. Il serait souhaitable de réfléchir à une mise en œuvre des évolutions de carrières en fonction de l'âge et des compétences.

Les classes primaires sont encore en retard concernant l'apprentissage de langues étrangères. 1 heure 30 d'anglais par semaine est loin de suffire, l'immersion serait à privilégier.

Il existe aussi une trop forte représentation des études de sciences sociales (32%) qui constitue une impasse et une perte d'intelligence technique pour combler les demandes scientifiques et financières.

Taux d'emploi et date de départ en retraite

Autre problème plus important lié directement au très faible taux d'emploi, ce sont les départs en retraite bien trop tôt, compte tenu de l'augmentation constante de la durée de vie et encore plus lorsque l'on sait que la France est une des durées de vie qui se situe dans le haut de la fourchette et donc une durée de vie en retraite la plus longue. Cet « avantage » oblige à avoir des cotisations plus importantes tant pour les salariés que pour les entreprises, ce qui pénalise pour ces dernières, leur compétitivité et restreint le niveau de consommation et donc l'emploi.

Les Français (hors fonction publique et assimilés) n'ont en grande partie connu que les départs à 60 ans, puisque pendant des décennies certains quittaient le travail bien avant et même à 50 ans pour certains préretraités. Quel gâchis !!! Les entreprises et l'état ne voyaient pas d'autres solutions pour « survivre ».

Grave erreur lorsque l'on sait qu'un senior qui quitte le monde du travail fait perdre l'embauche de 3 à 4 jeunes !!! Salaires les plus hauts, charges en moins, consommation et impôts moindres et surtout retraites à payer bien avant.

Sur ce sujet, les réflexions couramment entendues : « je suis fatigué, il n'est plus possible compte tenu de mon métier difficile, d'insister de travailler encore aussi longtemps, j'ai cotisé 40/42 ans, j'ai bien droit à ma retraite ». Personnellement, je réfléchis comment font les salariés des pays ayant leur retraite à 65/67 ans voire plus, tels les asiatiques notamment le Japon qui ont des horaires souvent bien au-delà de dix heures par jour et qui doivent souvent travailler longtemps au-delà de 70 ans et même parfois 80 ans pour subvenir à leurs besoins.

Il manque un intérêt collectif pour sauver la France et remonter son niveau pour que tout le monde y retrouve son compte.

Lorsque l'on sait qu'un an avant la retraite, 65% des seniors n'exercent plus d'activité, c'est effarant surtout que tout dernièrement les offres d'emplois n'ont jamais été aussi importantes et en partie non pourvues, malgré un nombre d'inscrits à Pôle emploi qui avoisine encore les 6 millions de personnes !

Autre secteur complètement réformer, ce sont les aides (Notamment le RSA) surtout leurs nombres et leur niveau financier qui empêche en grande partie la reprise d'activité.

Le passage aux 40 heures serait la mesure de très loin la plus efficace, bien avant la retraite à 65 ans, puisqu'ils boosteraient fortement les salaires en remontant immédiatement le niveau général de 14%, les marges des entreprises et paysans, tout en sauvant toutes les caisses, État, Sécurité Sociale, retraites, Assedic, celles des commerces ! C'est urgent le pays va mal, il vient même d'être classé par la Coface ; organisme qui garanti les entreprises contre les risques de faillite de leurs clients.

[www.danielmoinier.com](http://www.danielmoinier.com)